



REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de conseillers en exercice : 33

L'an deux mille vingt quatre, le vingt quatre juin à 18 heures 00 par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 18 juin 2024 le Conseil Municipal s'est réuni à la Maison de l'Enfance et de la Famille - Salle La Minot, sous la présidence de Monsieur Jérôme DUBOST, Maire

Présent(e)s : 24

Jérôme DUBOST, Fabienne MALANDAIN, Nicolas SAJOUS, Eric LE FEVRE, Pascale GALAIS, Yannick LE COQ, Christel BOUBERT, Sylvain CORNETTE, Véronique BLONDEL, Gilles BELLIERE, Patrick DENISE, Cédric DESCHAMPS-HOULBREQUE, Isabelle NOTHEAUX, Aurélien LECACHEUR, Nicolas BERTIN, Isabelle CREVEL, Thierry GOUMENT, Jean-Luc HEBERT, Aliko PERENDOUKOU, Virginie VANDAELE, Laurent GILLE, Virginie LAMBERT, Nicole LANGLOIS, Arnaud LECLERRE

Excusé(e)s ayant donné pouvoir : 8

Agnès SIBILLE donne pouvoir à Nicolas SAJOUS
Édith LEROUX donne pouvoir à Virginie VANDAELE
Jean-Pierre LAURENT donne pouvoir à Patrick DENISE
Andrée BAR donne pouvoir à Véronique BLONDEL
Catherine OMONT donne pouvoir à Isabelle NOTHEAUX
Philippe QUERNE donne pouvoir à Yannick LE COQ
Corinne CHOUQUET donne pouvoir à Laurent GILLE
Agnès MONTRICHARD donne pouvoir à Nicole LANGLOIS

Excusé(e)s / Absent(e)s : 1

Damien GUILLARD

Secrétaire de séance

Aurélien LECACHEUR est désigné Secrétaire de séance

CONSEIL MUNICIPAL du 24 juin 2024

M_DL240624_078

MARCHES PUBLICS - ASSURANCE DOMMAGES AUX BIENS - RÉVISION DES CONDITIONS D'ASSURANCE - MODIFICATION N°3 - SIGNATURE - AUTORISATION

M. Eric LE FEVRE, Adjoint au Maire – La Ville de Montivilliers a conclu un contrat d'assurances Dommages aux biens avec la SMACL, le 1^{er} janvier 2021 pour une durée de 5 ans.

A partir du 1^{er} janvier 2025 et pour la durée du contrat restant à courir, soit jusqu'au 31 décembre 2025, la compagnie d'assurances a, par courrier en date du 11 avril 2024, notifié à la ville son intention de revoir les dispositions des contrats qu'elle délivre pour y intégrer une nouvelle limitation contractuelle d'indemnité et une nouvelle franchise sur le risque Émeutes et Mouvements Populaires.

Cette nouvelle garantie Émeutes et Mouvements Populaires intervient suite aux émeutes majeures qui ont touché le territoire français en 2023 et qui ont déséquilibré la branche dommages aux biens des compagnies d'assurances.

Cette nouvelle clause est définie comme suit : l'ensemble des dommages d'incendie, d'explosion de vol, tentative de vol, de vandalisme et de bris de glace atteignant les biens assurés au titre du contrat Dommages Aux Biens et résultant d'Émeutes et Mouvements Populaires sont garantis à concurrence de 2.000.000 € par sinistre après application d'une franchise de 2.000.000 € par sinistre.

La garantie délivrée par la SMACL ne pourra toutefois excéder 3.000.000 € par année d'assurance. Par sinistre, il faut entendre le cumul des dommages occasionnés à l'ensemble des biens assurés se réalisant sur une période de 24 heures consécutives entre midi du jour J et midi du jour J+1.

Dans le cadre de cette garantie, ne seront pas couverts : les dommages causés par les élus, agents, préposés, salariés ou toute autre personne, placée sous l'autorité ou le contrôle du Maire, ayant pris une part active à un événement ; les pertes de liquides et fluides ; les dommages matériels résultant de graffitis, tags et jets de peinture ; les dommages causés aux biens suivants : mobiliers urbains, édifices ruraux, monuments aux morts, ouvrages d'art et de génie civil.

Cette nouvelle disposition n'entraîne pas d'augmentation de la prime annuelle.

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code de la Commande Publique ;

VU la délibération n°2020.06/70 du conseil municipal du 08 juin 2020 permettant la signature du contrat Dommages Aux Biens avec la société SMACL ;

VU la décision de la commission d'appel d'offres réunie le 29 mai 2024

CONSIDÉRANT

La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr

- Que la Ville de Montivilliers a conclu un contrat d'assurances Dommages Aux Biens avec la SMACL le 1^{er} janvier 2021 pour une durée de 5 ans ;

- Que l'assureur a présenté une modification des dispositions contractuelles en y intégrant une nouvelle garantie Émeutes et Mouvements Populaires ;

- Qu'en cas de refus de cette proposition, le contrat serait résilié ;

- Qu'il est dans l'intérêt de la Ville d'accepter la conclusion de cette modification ;

VU le rapport de Monsieur **Eric LE FEVRE**, Adjoint au Maire en charge des Finances, des Marchés publics et des Grands Projets ;

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE

- **D'autoriser** Monsieur le Maire, suite à la décision de la commission d'appel d'offres réunie le 29 mai 2024 de signer la modification n°3 du contrat d'assurances Dommages Aux Biens conclu avec la SMACL et annexée à la présente délibération.

Imputation budgétaire

Sans incidence financière sur la prime annuelle

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS.

Pour : 32

Contre : 0

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.

